

19^{ième} Séminaire régional des praticiens des approches intensives en emplois (approche HIMO)

Déclaration des participants

Préambule

La 19^{ième} édition du séminaire régional des praticiens des approches intensives en emplois (approche HIMO) s'est déroulée à Kigali, au Rwanda, du 15 au 19 mai 2023, sous le thème « Promouvoir les compétences et les emplois productifs (décent) pour notre avenir commun meilleur ».

Le séminaire a été organisé par le gouvernement du Rwanda en collaboration avec le Bureau international du travail (BIT) et il a connu la participation de 1056 personnes (313 femmes ; 743 hommes ; 3 personnes handicapées) de 49 pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe, dont 18 ministres et autres dignitaires. Au total, environ onze communications de haut niveau ont été présentées sur les sous-thèmes suivants :

- Innovation dans les technologies, les approches et les méthodes de travail à forte intensité d'emploi liées au développement des infrastructures rurales et urbaines
- Cadres politiques, législatifs et institutionnels propices à la promotion de programmes d'emploi public inclusifs et de travaux verts dans les secteurs riches en emplois
- Développement des compétences pour la mise en place des infrastructures transformatrices et des moyens de subsistance durables
- Travaux à forte intensité d'emploi dans un contexte de fragilité (c'est-à-dire catastrophes naturelles, conflits et situation de réfugiés, déclin économique, etc.)

La séance d'ouverture de cet événement pivot a été présidée par l'honorable Rwanyindo Kayirangwa Fanfan, Ministre de la Fonction publique et du Travail de la République du Rwanda. L'occasion a été rehaussée par la présence de plusieurs autres hauts responsables du gouvernement rwandais, ainsi que de M. André Bogui, Directeur de Cabinet du Directeur Général du BIT (Genève), et de Mme Cynthia Samuel-Olonjuwon, Directrice Générale adjointe et Directrice Régionale du BIT pour l'Afrique. Je tiens à remercier toutes ces personnalités.

Une réunion ministérielle parallèle s'est tenue du 15 au 16 mai 2023 et a permis de réfléchir aux engagements et aux progrès réalisés depuis le 18^{ième} séminaire régional tenu à Tunis, en Tunisie, du 9 au 13 septembre 2019. Les ministres ont noté avec satisfaction les efforts encourageants déployés dans la plupart des pays participants et ont publié une déclaration réaffirmant leur engagement à promouvoir le

développement des compétences et l'utilisation d'approches fondées sur la main-d'œuvre qui contribuent à la Déclaration d'Abidjan de 2019 et à l'Agenda 2063 de l'UA.

Les délégués du séminaire ont visité plusieurs sites, notamment le projet Green Gicumbi et le village des TIC, pour apprécier les interventions en cours en matière de développement et de résilience climatique et certains projets qui ont démontré que l'utilisation de technologies basées sur les ressources locales est de plus en plus utilisée dans différents secteurs pour améliorer la résilience des jeunes femmes et hommes. Les visites sur le terrain nous ont une fois de plus convaincus que les approches fondées sur la main-d'œuvre, le développement des compétences et la formation constituent un instrument global et intégré de développement inclusif et durable qui permet aux citoyens de construire les infrastructures de base dont ils ont besoin et de développer eux-mêmes leurs communautés. Ces visites ont également confirmé les immenses possibilités d'apprentissage mutuel et de collaboration Sud-Sud.

Nous, les délégués au 19^{ième} Séminaire régional:

Notant le défi persistant que représentent les opportunités d'emploi productives et décentes insuffisantes en Afrique, en particulier pour les jeunes femmes et hommes.

S'alignant sur les principes de la Déclaration d'Abidjan de 2019 et son plan d'action, qui soulignent l'importance d'un développement économique inclusif et durable, d'un emploi libre, productif et librement choisi et d'un travail décent pour tous.

Affirmant le rôle déterminant de l'enseignement et de la formation technique et professionnel (EFTP), y compris l'EFTP numérique, dans la culture de l'apprentissage tout au long de la vie et l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la formation. Les solutions novatrices fournies par la technologie et les plateformes numériques peuvent réduire les coûts de prestation de l'EFTP et combler le déficit de financement.

Reconnaissant que les partenariats public-privé (PPP) offrent des opportunités innovantes et collaboratives pour mettre en commun les ressources, l'expertise et les réseaux, afin de combler efficacement le déficit de financement de l'EFTP.

Notant les changements rapides et imprévisibles dans le monde du travail dus à l'avancement rapide des technologies numériques, et l'impact positif et négatif potentiel sur l'avenir du travail.

Notant les conséquences des pandémies mondiales, des crises migratoires et des risques liés au changement climatique qui constituent à la fois des opportunités et des menaces pour la création d'emplois.

Reconnaissant que le développement des infrastructures constitue une voie importante pour la croissance inclusive, le développement économique et social, en

particulier pour garantir que les activités de construction profitent aux jeunes, aux hommes et aux femmes et aux personnes handicapées.

Notant que la création d'emplois décents grâce à l'intégration de technologies appropriées (travaux à forte intensité d'emploi) favorise une approche locale et centrée sur l'humain et facilite la transition vers des économies formelles, numériques et vertes.

Reconnaissant l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie, de la formation utilisant des approches basées sur les ressources locales, des marchés publics et des appels d'offres, et du rôle de l'EIIP pour l'emploi productif, le travail décent et la croissance socio-économique inclusive.

Par conséquent, nous nous engageons à :

Intégrer et renforcer l'approche EIIP dans nos stratégies nationales, politiques et programmes d'emploi multisectoriels, conformément à nos priorités respectives de développement et sectoriel.

Renforcer les capacités des acteurs et institutions nationales et locales à concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer les programmes d'infrastructures et d'emploi intensifs.

Promouvoir la cohérence et l'inclusivité des politiques et favoriser la collaboration entre les différentes structures de mise en œuvre et de gouvernance.

Développer la capacité des partenaires nationaux et locaux à analyser les marchés du travail et à évaluer les impacts sur l'emploi des politiques et investissements clés.

Élaborer et adopter des politiques et procédures de marchés publics inclusives qui encouragent la participation des femmes, des jeunes, des PME et des organisations communautaires.

Intégrer la formation, la reconversion et la reconnaissance des acquis dans les projets EIIP et de développement à forte intensité de main-d'œuvre.

Élargir l'utilisation des approches intensives en emplois dans les travaux verts et les énergies renouvelables pour accroître la productivité agricole et animale, améliorer la résilience au changement climatique et réduire les conflits environnementaux.

Collecter des données grâce à des systèmes de suivi et d'évaluation robustes pour suivre les progrès et l'impact de la mise en œuvre de nos engagements.

Encourager l'entrepreneuriat et soutenir les initiatives à petite échelle qui peuvent conduire à la création d'emplois plus productifs et décents, en particulier pour les jeunes, les femmes et les populations touchées par les crises.

Élaborer et adopter des stratégies durables pour la transition de l'emploi informel vers l'emploi formel afin d'améliorer la sécurité de l'emploi et les conditions de travail.

Améliorer les mécanismes de dialogue social et de participation publique aux processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques, en veillant à ce que les politiques répondent aux besoins et aux attentes des groupes cibles.

Intégrer des politiques sensibles au genre dans les projets d'investissement et de développement afin de promouvoir l'égalité des chances et de réduire les disparités entre les sexes sur le marché du travail.

Favoriser un environnement qui encourage la créativité, l'innovation et facilite l'adoption d'outils et de technologies numériques pour améliorer l'efficacité et la productivité sur le marché du travail.

Renforcer la résilience aux chocs et aux crises économiques, y compris ceux liés aux crises sanitaires, aux déplacements et au changement climatique, en favorisant la diversification de l'emploi et la sécurité des revenus.

Collaborer et partager les connaissances et les meilleures pratiques avec d'autres pays participants pour enrichir notre compréhension collective et notre efficacité dans la promotion des travaux à forte intensité d'emploi.

Favoriser le développement d'indicateurs d'emploi de qualité et de travail décent pour guider les décisions d'investissement des institutions de développement et de financement, en visant la justice sociale et des résultats impactant et durables.

Évaluer et mettre à jour régulièrement nos stratégies et politiques pour garantir qu'elles restent efficaces et pertinentes face à l'évolution du monde.

Nous demandons que :

Les gouvernements adoptent des politiques qui favorisent un environnement favorable aux entreprises, encourageant la croissance du secteur privé et la création d'emplois.

Les gouvernements, les partenaires sociaux, les partenaires au développement et les banques de développement internationales et régionales continuent de financer des activités de développement d'emplois décents, de compétences et d'infrastructures conformément à la Déclaration d'Abidjan et à l'Agenda 2063 de l'UA.

Les partenaires sociaux participent efficacement aux discussions sur la création d'emplois, les compétences et d'autres interventions liées à l'emploi pour rendre le monde du travail plus inclusif et plus protégé.

Les partenaires de développement augmentent leurs engagements financiers pour soutenir les programmes et initiatives axés sur la création d'opportunités d'emploi décentes et productives et l'amélioration du développement des compétences et de l'employabilité.

Les institutions financières internationales et régionales intègrent de solides résultats en matière d'emploi, de conditions de travail et de dimensions sociales dans leurs portefeuilles de financement et de prêt.

Les organisations non gouvernementales, la société civile et les organisations communautaires contribuent à la mise en œuvre et au suivi des programmes à forte intensité d'emploi, en tirant parti de leur portée unique et de leur compréhension des contextes locaux.

Les établissements d'enseignement et de formation alignent leurs programmes sur les besoins du marché du travail, en veillant à ce que les diplômés aient les compétences requises par les employeurs et à créer des opportunités d'emploi pendant la livraison des infrastructures.

Le secteur privé investit dans le développement des compétences et offre des conditions de travail décentes, reconnaissant son rôle crucial dans la création d'emplois de qualité et la promotion de la croissance économique.

Les agences statistiques nationales améliorent leurs capacités de collecte de données pour fournir des informations fiables et opportunes sur le marché du travail, contribuant ainsi à la conception et à l'évaluation de l'impact des politiques.

Les entreprises technologiques soutiennent le développement et la mise en œuvre de solutions numériques qui peuvent améliorer la formation, renforcer les processus de mise en correspondance des emplois et l'inspection du travail.

Les médias sensibilisent à l'importance du travail décent, du développement des compétences et de l'apprentissage tout au long de la vie, contribuant ainsi à bâtir une société qui valorise ces principes.

Les organismes internationaux comme les Nations Unies et l'Union africaine continuent de donner la priorité à l'emploi et au développement des compétences dans leurs programmes de développement et d'aider les pays à atteindre leurs objectifs.

Nous appelons l'OIT à :

Étendre ses capacités et ses moyens pour fournir un soutien technique EIIP aux pays qui ont besoin d'aide pour mettre en œuvre cette Déclaration.

Encourager la coopération Sud-Sud et le partage des meilleures pratiques dans des domaines tels que les marchés publics inclusifs, le développement des compétences et les travaux verts.

Plaidoyer pour de meilleurs résultats en matière d'emploi et de dimensions sociales dans les portefeuilles de prêts des institutions financières internationales.

Faciliter le développement et la mise en œuvre de solutions numériques dans les programmes d'EFTP, la création d'emplois, l'inspection du travail pour améliorer l'accessibilité, l'abordabilité et la qualité de l'emploi dans toute la région.

Aider à créer des mécanismes de dialogue social efficaces pour garantir que les voix des travailleurs et des employeurs soient prises en compte dans les processus d'élaboration des politiques liées à l'emploi, au développement des compétences et à l'inspection du travail.

Promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail pour garantir des conditions de travail décentes, protéger les droits des travailleurs et améliorer la qualité de l'emploi dans tous les secteurs.

Améliorer le partage des connaissances et le renforcement des capacités en matière de développement d'entreprises durables et d'entrepreneuriat comme moyen de création d'emplois.

Soutenir les gouvernements dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques du marché du travail inclusives qui répondent aux besoins des groupes vulnérables tels que les jeunes, les femmes, les personnes handicapées et les personnes occupant un emploi informel.

Travailler en étroite collaboration avec les gouvernements, les partenaires sociaux et les partenaires humanitaires et de développement pour élaborer et mettre en œuvre de façon efficace le Nexus Humanitaire Paix Développement (NHPD) afin d'atténuer les impacts négatifs des chocs économiques, des crises migratoires, des catastrophes naturelles et des pandémies sanitaires sur l'emploi et le développement des compétences.

Suivre la mise en œuvre des engagements de la présente Déclaration et rendre compte de leurs progrès lors du 20^{ième} Séminaire régional pour les praticiens des approches intensives en emploi.

Remerciements :

Nous exprimons notre sincère gratitude au peuple rwandais, au gouvernement de la République du Rwanda et au ministère de la Fonction publique et du Travail pour leur

chaleureuse hospitalité et la bonne exécution de ce 19^{ième} séminaire régional pour les praticiens des approches intensives en emplois.

Kigali, Rwanda, 19 mai 2023.